

**MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**

**Archives nationales d'outre-mer**

**29, chemin du Moulin de Testas**

**13090 Aix-en-Provence**

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES**

**REGLEMENT DE CONSULTATION  
(RC)**

Marché n°2014-03

**Objet : Numérisation et indexation des actes d'état-civil et d'hôpitaux,  
conservés aux Archives nationales d'outre-mer**

**CPV : 72252000-6 Services d'archivage informatique**

**Date limite de réception des offres : 23 juin 2014 16h00**

**juin 2014**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2.RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	3
ARTICLE 3.OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 4.CODE CPV.....	3
ARTICLE 1.FORME DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5.DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	3
ARTICLE 6.TRANSMISSION DES OFFRES.....	3
ARTICLE 7.DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
ARTICLE 8.LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET LIVRAISON.....	4
ARTICLE 9.CONTENU DU DOSSIER.....	4
ARTICLE 10.CRITERES DE CHOIX - SELECTION DES OFFRES.....	5
ARTICLE 11.NEGOCIATION.....	5

## **ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur est :

Ministère de la culture et de la communication  
Archives nationales d'outre-mer  
29, chemin du Moulin de Testas  
13090 Aix-en-Provence  
Téléphone : 04 42 93 38 50  
Télécopie : 04 42 93 38 89

## **ARTICLE 2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements d'ordre administratif ou technique peuvent être obtenus auprès de :

administratif :

M. Yves Huet, secrétaire général

Tél : 04 42 93 38 62

[yves.huet@culture.gouv.fr](mailto:yves.huet@culture.gouv.fr)

scientifique

Elisabeth Martinez Chargée d'études documentaires

Tél : 04 42 93 68 40

[elisabeth.martinez@culture.gouv.fr](mailto:elisabeth.martinez@culture.gouv.fr)

technique

M. Edmond Fernandez, chef de travaux d'art

Tél : 04 42 93 38 44

[edmond.fernandez@culture.gouv.fr](mailto:edmond.fernandez@culture.gouv.fr)

## **ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ**

Le marché a pour objet la réalisation de prestation de numérisation et indexation des actes d'état-civil et d'hôpitaux, conservés aux Archives nationales d'outre-mer.

## **ARTICLE 4. CODE CPV**

72252000-6 Services d'archivage informatique

## **ARTICLE 1. FORME DU MARCHÉ**

Le marché est un marché à bon de commande présenté en deux lots avec, pour chacun des lots, un montant minimum et un montant maximum.

## **ARTICLE 5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Les candidats pourront télécharger le dossier de consultation sur la plate forme des achats de l'Etat : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou sur le site des Archives nationales d'outre mer : [www.archivesnationales.culture.gouv.fr/anom/fr/Pdp/Marches-publics.html](http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/anom/fr/Pdp/Marches-publics.html)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée d'un même nombre de jours.

Les registres à numériser du lot 1 étant très répandus dans les archives, il n'est pas prévu de recevoir les entreprises qui souhaiteraient prendre connaissance physiquement des documents.

## **ARTICLE 6. TRANSMISSION DES OFFRES**

La date limite de réception des offres est fixée au **23 juin 2014 16h00**

Les offres seront remises :

- sous format dématérialisé sur la plate forme des achats de l'Etat (Place) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les dossiers qui seraient déposés sur la plate forme des Achats de l'Etat après la date et l'heure

limite fixées ci-dessus ou non conforme aux prescriptions du présent règlement de consultation ne seront pas retenus.

## **ARTICLE 7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à quatre vingt dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 8. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET LIVRAISON**

29 chemin du moulin de Testas 13090 Aix-en-Provence

## **ARTICLE 9. CONTENU DU DOSSIER**

Les offres seront rédigées obligatoirement en langue française.

Les deux lots étant attribués séparément, candidats peuvent présenter une offre pour un seul des deux lots.

Les candidats souhaitant présenter une offre pour les deux lots transmettront un acte d'engagement différent pour chacun de ces lots, les autres pièces du dossier pouvant être communes.

Chaque candidat aura à produire pour le marché pour lequel il soumissionne un dossier complet comprenant les pièces suivantes complétées, datées et signées par lui :

- l'acte d'engagement (A.E.) incluant obligatoirement l'annexe 1 – Bordereau des prix unitaires et, éventuellement, les annexes 2 et suivantes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- l'offre technique et financière du candidat.

Ce document devra décrire de manière détaillée les différentes étapes mises en œuvre pour la numérisation ou l'indexation, conformément au CCTP, et notamment, la méthodologie et les procédures appliquées au contrôle qualité, aux contrôles de cohérence, de complétude et aux relevés des informations devant constituer le rapport de production.

Pour l'indexation du lot 2, le candidat devra détailler la méthode de saisie manuelle qu'il mettra en place, les moyens humains et leurs compétences dédiés au projet ainsi que sa solution de contrôle des fichiers de données en regard des fichiers images.

Le mémoire technique contiendra par ailleurs toutes les informations utiles à la bonne compréhension de la proposition sur le plan de l'organisation, de la conduite du projet et du suivi de la production.

Les trois premiers documents sont joints au dossier de consultation des entreprises.

Les justifications à produire sont les suivantes :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- DC1 (lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses co-traitants).
- DC2 (déclaration du candidat), complété par le bilan ou extrait de bilan et l'indication de l'effectif moyen annuel du candidat des deux dernières années.
- DC4 (déclaration de sous-traitance), s'il y a lieu
- Ces trois derniers documents sont téléchargeables à l'adresse : [www.economie.gouv.fr/daj](http://www.economie.gouv.fr/daj)
- Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution du marché :

- Pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail  
Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (si ces éléments ne sont pas déjà demandés dans le cadre du NOTI2) ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8228-5-2° du Code du travail) :
  - Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois
  - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM
  - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente
  - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Afin d'accélérer le traitement administratif du marché, il est recommandé de fournir l'ensemble de ces pièces dès la remise de la candidature.

#### **ARTICLE 10. CRITERES DE CHOIX - SELECTION DES OFFRES**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 du code des marchés publics et notamment au regard des critères suivants :

- |   |   |      |
|---|---|------|
| 1 | Expérience de ce type de travaux, moyens humains, notamment au regard des qualifications et compétences conformément à l'article 13 du CCTP | 50 % |
| 2 | Qualités techniques de la proposition, organisation et conduite du projet   | 25 % |
| 3 | Prix  | 25 % |

#### **ARTICLE 11. NEGOCIATION**

Le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les trois candidats ayant présenté la meilleure offre, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres. Les négociations se feront sous la forme d'entretien et/ou par écrit (échange de courriel notamment).